

**CHANGER L'ESPACE POUR CHANGER LA VIE :
COUCHES MOYENNES ET HABITAT**

Stéphanie Vermeersch
CNRS, UMR LOUEST

Résumé

Au début des années 1980 et dans la foulée des années 68, un groupe d'habitants angevins décide de faire de sa vie quotidienne un lieu de transformation et de militance, à travers le montage d'une opération d'habitat social autogéré. Cette mobilisation pour faire de l'espace de vie un espace de changement des pratiques quotidiennes a payé pendant un temps, permettant de mettre en place des formes de voisinage qui dépassaient le cadre habituel de ces relations. Cependant, les modalités de renouvellement de la population, le passage à la copropriété, l'essoufflement même des engagements militants et la volonté de "vivre bien" ont progressivement remis en cause les objectifs les plus politiques de l'expérience. Ne reste-t-il aujourd'hui qu'une agréable façon de vivre entre soi ? Au-delà du cas particulier, cette opération permet de revenir sur l'évolution des critiques artiste et sociale au sein de la société française : disparition ou intériorisation ?

Au début des années 80, des chercheurs¹ font l'hypothèse qu'une fraction bien spécifique des couches moyennes salariées serait en passe de former un nouveau groupe social. Cette "classe d'alternative"² ou ces "aventuriers du quotidien"³, porteurs de l'héritage de Mai 68, sont désireux de changer la ville et changer la vie. Adossé à la croissance et à l'Etat Providence, aux différents bouleversements intervenus au sein de la société tout au long des Trente Glorieuses, ce groupe se définirait notamment par sa volonté de changer la société et sa capacité à le faire concrètement, dans la vie quotidienne et par l'engagement associatif. Plus particulièrement, les catégories ainsi désignées se caractériseraient par un rapport à l'espace spécifique, que leur choix se porte sur les centres historiques rénovés dont elles apprécient le côté "exotique", "cosmopolite" ou encore "authentique", ou sur le périurbain pour celles d'entre elles qui rejettent l'anonymat de la ville et recherchent des espaces d'ancrage. L'espace et plus spécifiquement l'espace local est alors censé jouer un rôle important et spécifique. Il est le prétexte au déploiement de discours normatifs qui permettent une identification commune pour des catégories sociales en proie à un "déficit d'inscription sociale"⁴ : leurs trajectoires ascensionnelles ou décalées rendent plus difficile pour elles le positionnement dans l'espace social. L'espace résidentiel, qui peut être le support de modes de vie spécifiques et marqueurs pour des populations valorisant le hors-travail, la sociabilité ou encore l'engagement associatif et politique, a été investi notamment dans cette perspective.

L'espace de vie est ainsi vécu et approprié par ces « aventuriers » dans une double perspective : il est l'espace d'un quotidien que l'on veut différent et que l'on tente donc de pratiquer différemment ; il est l'espace du politique, en ce que ces pratiques, individuelles et collectives, s'inscrivent dans un projet plus large de transformation sociale dont elles sont censées démontrer la possibilité. Velléité de transformation et volonté de démonstration s'articulent ici pour faire des espaces de vie un enjeu essentiel des mobilisations de ce milieu social bien spécifique.

Des opérations innovantes sont ainsi nées, aussi bien en termes d'espaces de vie que de mobilisation, les deux ayant été fortement imbriquées. C'est à travers une enquête empirique au sein de l'une d'entre elles⁵, une opération d'habitat social autogéré située à Angers, que cette communication se propose de revenir sur la façon dont une fraction spécifique des couches moyennes a fait de son quotidien un enjeu politique, plus particulièrement en ce qui concerne ses espaces de vie. Ainsi, au sein d'Habitat Différent où cohabitent 17 familles, engagements individuel, collectif et politique s'emboîtent au quotidien, non sans tensions. Les entretiens, l'observation ainsi que le dépouillement des archives permettent de retracer l'évolution de cette articulation fondatrice, depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui, et notamment d'interroger la place de la dimension politique : structurante à l'origine, quelle est aujourd'hui son rôle ? Dans le fil d'évolutions sociétales plus larges, s'est-elle largement atténuée au sein d'espaces désormais investis prioritairement de façon ordinaire ? Ou s'est-elle déplacée ? A-t-elle été intériorisée, jusqu'à imprégner les pratiques sans nécessiter d'être revendiquée ?

¹ Un groupe de chercheurs sur les couches moyennes salariées réunit, à la fin des années 70 et au début des années 80, Catherine Bidou, Monique Dagnaud, Bruno Duriez, Jacques Ion, Dominique Mehl, Monique Pinçon Charlot, Jean-Paul Tricart. Parmi eux, M. Dagnaud et D. Mehl formulent plus précisément cette hypothèse, notamment dans Mehl D., 1982, "Culture et action associatives", *Sociologie du travail* n°1.

² Dagnaud M., (1981), "La classe d'alternative. Réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes", In *Sociologie du travail*, n°4, oct.-déc.

³ Bidou C., (1984), *Les aventuriers du quotidien*, Paris, PUF.

⁴ idem

⁵ Cette enquête a par ailleurs fait l'objet d'un ouvrage, MH Bacqué, S. Vermeersch, (2007), *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Editions de l'Atelier, Paris.

1- HABITER AUTREMENT, UN PROJET DE VIE POUR UNE "NOUVELLE CLASSE"

Habitat Différent est une opération d'habitat social autogéré, générée par "les ondes de 1968"⁶ et par la volonté d'une fraction sociale bien identifiée de "changer la vie", notamment à partir de ses pratiques quotidiennes et de son cadre de vie.

1.1 " Les ondes de 68 "

La critique portée par ceux que l'on a parfois appelé "la nouvelle classe" repose avant tout sur une contestation hors-travail qui se développe sur des fronts aussi variés que les rapports hommes/femmes, la défense du cadre de vie, l'écologie, le tiers-mondisme ou l'antimilitarisme. Individualisme, épanouissement personnel, aspiration à l'autonomie, « *do it yourself* » sont autant de valeurs qui donnent sens à ces mouvements et qui s'inscrivent, même si elles ne sont pas nouvelles, dans l'héritage direct de mai 68. Dans les perspectives les plus radicales, illustrées par exemple par les thèses d'André Gorz⁷, le contre-modèle de consommation accompagne la revendication de nouvelles conditions de production par la réduction du temps de travail, la remise en cause de la hiérarchie.... On peut également citer la critique d'Ivan Illich⁸, qui débouche sur une remise en cause radicale de la productivité et des institutions.

Les années que nous avons étudiées, celles du début de la décennie 1980, restent encore dans le sillage de ces années d'utopie, tout au moins au regard de la production sociologique et de l'expérience singulière qui a servi de fil conducteur à cette enquête. Le projet d'*Habitat Différent* naît dans cette mouvance, synthèse d'aspiration à la transformation des modes de vie quotidien et à la démonstration que ce vivre autrement, notamment au sein de l'habitat social, est possible. Il s'agit de créer un habitat générant moins d'individualisme dans les rapports au quotidien et simultanément de préserver les individualités. Dans cette perspective, la synthèse s'inscrit bien dans l'héritage des années 1968 : changer la ville et changer la vie, dynamisme et foisonnement autour des idées communautaires, anti-individualisme et montée concomitante de l'individu. La grammaire du projet qui en découle articule ainsi les principes politiques et sociaux d'autonomie, de liberté, de collectif, d'autogestion, de convivialité, d'ouverture, de tolérance⁹. Les individus engagés dans le projet ont des appartenances politiques, associatives et syndicales diverses mais évoluent au sein d'une même nébuleuse associative et alternative. Il s'agit bien pour eux de changer le monde en changeant sa vie.

La réalisation de cet habitat en autogestion signifie en effet, pour les futurs habitants, de participer non seulement à la conception, à l'élaboration et à la réalisation du projet -y compris en ce qui concerne les coûts et les choix à effectuer dans la construction- mais également à l'entretien et à la gestion de l'opération. Ils sont ainsi intervenus en amont de l'opération (démarchage des principaux acteurs, société d'économie mixte, mairie, bailleur social), dans l'opération elle-même (choix des matériaux, formes des espaces individuels et collectifs avec

⁶ Hatzfeld H. (1985), *Faire de la politique autrement*, Rennes, PUR.

⁷ Gorz A., (1980), *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée.

⁸ Illich I. (1971), *Une société sans école*, Paris, Seuil, 1971.

⁹ Nous empruntons cette notion à L. Boltanski et L. Thévenot, (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

l'aide d'un architecte), et par la suite dans sa gestion (renouvellement des locataires, entretien des espaces communs, locaux collectifs et espaces verts).

Le groupe est à ce point convaincu de la valeur et de la reproductibilité de son expérience qu'un autre de ses objectifs consiste en la diffusion et la promotion de l'expérience. Pour certains de ses membres, qui appartiennent aux professions de l'urbanisme, il s'agit de montrer qu'il est possible de construire autrement de l'habitat social tout en respectant les règles de financement. Construire autrement implique ici, d'une part de répondre à des demandes individualisées par la participation des futurs habitants à la conception et par la remise en cause de l'uniformité ; d'autre part, d'introduire une approche écologique dans la conception tenant compte en particulier des contraintes climatiques et jouant sur l'orientation ; enfin, de travailler et développer les espaces collectifs.

1.2. Un milieu social identifié

Ce type de projet, s'il ne s'est pas généralisé, fut néanmoins fréquemment mis en œuvre dans les années 1970, et ceci par une fraction bien spécifique de la population dont le groupe *Habitat Différent* est tout à fait typique.

En l'occurrence, il s'agit d'une strate spécifique, celle des "aventuriers du quotidien" ou de la "nouvelle classe", ainsi baptisée dans les années 1970. La "nouvelle classe" ou "classe d'alternative", telle que décrite par ces travaux, regroupe salariés moyens et supérieurs émanant de trois pôles : professions intellectuelles (enseignants, chercheurs, architectes, médecins, juristes, etc.), travailleurs sociaux (assistantes sociales, éducateurs, animateurs, etc.), personnel d'encadrement du privé et du public (techniciens, ingénieurs de l'industrie, cadres de la fonction publique, etc.). Ces salariés ont en commun de disposer d'un haut niveau d'instruction et ils exercent des métiers où ils sont justement requis pour leur qualification et leur compétence professionnelle. Ils détiennent un certain contrôle sur le contenu et les modalités d'exercice de leur travail, dans le cadre duquel ils peuvent bénéficier d'une assez large autonomie. Proches de l'élite tout en n'appartenant pas aux sphères dirigeantes, ils exercent un pouvoir tout à la fois culturel et intellectuel – ils produisent et font circuler des idées, des représentations et des valeurs sociales – mais également lié à leurs fonctions de contrôle, d'encadrement et de gestion de la société. Ces "intermédiaires", ainsi situés dans l'organisation du travail puisqu'ils ne participent directement ni à la production ni au commandement, exercent des professions nouvelles ou largement renouvelées. Ces salariés moyens sont issus de milieux sociaux variés, le plus souvent enfants de milieux populaires urbains et ruraux en ascension sociale, mais aussi fils de bourgeois déclassés ou filles de l'ancienne classe moyenne artisanale et commerçante ainsi reconverties. Ils constituent à leur tour un éventail assez étendu de positions sociales puisque leur regroupement court des employés de bureau jusqu'aux professeurs¹⁰. Pour autant, ils partagent un modèle culturel permettant justement de les envisager comme un groupe – voire comme une classe – si ce n'est déjà constitué, du moins en cours de constitution.

En 1981, *Habitat Différent* est *quasi* exclusivement constituée de membres des catégories "professions intermédiaires" et "cadres et professions intellectuelles supérieures", les seules exceptions étant un indépendant et une employée. Au sein même de ces catégories, l'homogénéité est importante. Pour les professions intermédiaires sont représentés les secteurs du travail social (quatre éducateurs et deux assistantes sociales), de la santé (trois infirmières

¹⁰ Schweisguth E. (1983), "Les salariés moyens sont-ils des petits bourgeois ?" in *Revue Française de Sociologie*, XXIV-4, 1983, p.679-704.

dont une cadre enseignante, une puéricultrice, deux psychologues) et de l'enseignement (deux instituteurs), auxquels on peut ajouter un cadre moyen du secteur privé. Dans le second groupe se trouvent quatre professeurs et un sociologue, un urbaniste et une pharmacienne. Vingt ans plus tard, l'homogénéité socio-professionnelle est toujours de mise, la grande majorité des locataires travaillent dans le secteur public, sont des professionnels du social, du socio-culturel, des professions intellectuelles...

Ces individus sont socialement et professionnellement, mais également culturellement bien identifiés : ils ont en commun un répertoire¹¹ de "valeurs" universalistes et d'ouverture, un mode d'éducation et de socialisation ouvert et fondé sur le dialogue, une culture professionnelle basée sur les rapports humains et les relations sociales ainsi qu'une tendance à l'associationnisme militant, solidaire, coopératif et écologique... Cette communauté de culture, entendue au sens large, leur a permis de s'entendre pour articuler, dans leur quotidien, vie privée, vie collective et militance politique.

1.3 Vies privée, collective et politique : des registres d'engagement emboîtés

L'interaction des dimensions transformatrice (changer le quotidien) et démonstrative (montrer qu'habiter autrement est possible) entraîne un emboîtement des différents registres d'engagement au sein de l'opération. Le projet d'action volontariste sur l'espace comporte une dimension instrumentale et pragmatique -mettre en commun certaines activités pour mieux vivre, s'appuyer sur la solidarité, gérer un bien commun- mais il représente aussi un choix idéologique voire politique -transformer les rapports sociaux, sortir de l'individualisme symbolisé par les "*petits*" pavillons aux clôtures fermées. La dimension collective d'un certain nombre d'espaces ainsi que des pratiques censées s'y dérouler s'adosse à la portée politique, transformatrice et démonstrative, de leur conception. Le choix de vie individuel et familial est rendu possible par la construction puis la gestion directe du cadre de vie. Ainsi, privé et collectif s'étaient réciproquement, et s'inscrivent simultanément dans un projet plus large de transformation sociale par l'expérimentation au quotidien et par l'objectif d'essaimage de l'expérience. Les différents modes d'existence sociale sont ainsi entremêlés. D'ailleurs, tout habitant étant obligatoirement membre de l'association, il est donc susceptible de participer aux dimensions collectives et politiques qui lui sont attachées.

Le registre du privé est fortement sollicité et mis à contribution. S'il existe un accord sur l'importance du "chez soi", c'est également pour souligner l'important de "se sentir bien soi-même" pour "se sentir bien avec les autres". L'individu est largement compris et envisagé comme devant entrer en relation avec ses voisins, et le retrait vis-à-vis du groupe est assez mal jugé et vécu : parce qu'il fait peser plus de travail (associatif notamment) sur ceux qui s'investissent, mais également parce qu'il court le risque d'être intimement lié à une prise de distance critique vis-à-vis du groupe. Le "chez soi" circonscrit ainsi une vie proprement privée, mais le privé ne s'arrête pas aux portes du "chez soi". Il se déploie également dans les formes d'investissement individuel dans le collectif, ainsi que dans les modes d'habiter qui investissent l'espace collectif et parfois le privatisent (clôtures végétales isolant des jardins). Privé et collectif se soutiennent, en un étayage réciproque. Le collectif n'existe que par les engagements des uns et des autres, auxquels il procure en échange un certain nombre d'aménités : aménités liées aux relations quotidiennes, développées dans le cadre des activités de gestion de la vie courante, qu'il s'agisse de la gestion des espaces verts, des locaux

¹¹ Vermeersch S., (2004), "Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole" in *Revue Française de Sociologie*, 45-4.

communs ; aménités de soutien quand les voisins s'apportent mutuellement des aides matérielles (petits services, dépannages...) ou psychologique ; aménités conviviales quand les habitants rassemblées autour d'une table échangent mets et mots, paroles de soi et paroles sur soi ; aménités amicales, quand les voisins se relaient pour envoyer quotidiennement une carte postale à l'un d'entre eux hospitalisé ou surprennent une autre en lui organisant une fête pour son anniversaire. La mobilisation pour faire de l'espace de vie un espace de changement des pratiques quotidiennes a ainsi en partie payée, dans la mesure où ont existé, au moins pendant un temps, des relations qui dépassent la forme habituelle et courante des pratiques de voisinage, même s'il faut être attentif à la survalorisation des pratiques de proximité dont ces catégories sociales sont coutumières¹².

Les objectifs de l'association ne s'arrêtent cependant pas à l'organisation d'un collectif de voisins. Elle a pour but de "développer la réflexion sur un *Habitat Différent*, de favoriser la participation à la conception, la réalisation et la gestion d'un tel projet et de promouvoir sa diffusion"¹³. Le collectif renvoie ici directement au registre du politique, et à un idéal implicite très présent dans la conception du projet et dans les premières années de vie de l'opération : produire du changement par le quotidien, faire la démonstration, à partir de cette expérience, qu'il est possible d'habiter autrement, de produire un autre type d'habitat social et, plus globalement, de changer les rapports sociaux. Dans la charte d' *Habitat Différent*, la diffusion de l'expérience et sa reproductibilité sont affichées comme objectifs en tant que tels. Cette dimension politique donne sens au collectif tout en légitimant la dimension privée de l'engagement. Cependant, cette articulation est aussi à l'origine de tensions importantes qui vont contribuer à faire évoluer l'opération.

2- VIVRE BIEN OU LA FIN DU POLITIQUE ?

Changer la société en changeant son quotidien exige une exposition forte de la personne, une mise à l'épreuve du quotidien, d'autant plus que ce positionnement appelle une dimension réflexive dans ces divers registres d'engagement : comment je veux vivre, comment continuer à faire vivre le collectif, où en suis-je par rapport au collectif, comment faire coïncider aspirations, valeurs politiques et comportement individuel¹⁴? Le membre d'*Habitat Différent* s'expose, et cela d'autant plus fortement qu'il évolue ici par définition dans le domaine de l'intime, son habitat. Or, plus l'exposition ou le risque d'exposition est grand, plus est importante la volonté de s'en préserver. Cette volonté de se protéger ou son corollaire qui parfois l'inspire, la résistance à l'aspiration par le collectif, est l'un des moteurs de l'évolution de l'opération vers une disjonction des registres privé, collectif et politique d'engagement.

Car si des pratiques différentes de l'habitat classique se sont effectivement développées au sein d'*Habitat Différent* (convivialité intense, forme de soutien psychologique et familial de voisinage, mutualisation d'équipements d'entretien, gestion commune, projet politique) le désir de bien vivre au quotidien a rapidement pris le relais de l'investissement collectif et politique, et le projet petit à petit s'essouffle. Surtout, la dissolution du groupe d'amis qui s'était constitué au long des années de construction du projet, fragmente le groupe et réduit sa

¹² Chalvon S. (1984), "*Le triangle du XIVème. De nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*", Paris, MSH.

¹³ Statuts de l'association *Habitat Différent*, version du 15 mars 1992

¹⁴ Ion J. , Gillio C., (2001), "Point de vue sur une consultation de recherche I- Dynamique du cadre de vie et actions associatives, Actions associatives, solidarités et territoires, Actes du Colloque, Saint-Etienne, 18 et 19 octobre, pp. 39-49.

base. Que reste-t-il aujourd'hui de la volonté de faire de sa vie quotidienne un lieu de transformation et de militance ?

2.1. De la co-optation à la co-propriété : de la difficulté de changer la vie

La question du renouvellement de la population est symbolique tout à la fois de la volonté de changer sa vie, de l'importance du registre politique, mais de la prégnance tout aussi forte des logiques sociales et d'entre soi, qui finalement limitent l'horizon du changement

Dans la discussion concernant le renouvellement des locataires, qui sont choisis par cooptation, trois registres d'argumentation liés aux trois registres d'engagement analysés plus haut s'opposent, portés tous trois par les mêmes individus. D'une part, les valeurs de solidarité sociale véhiculées par l'engagement politique exigeraient en effet de privilégier une ouverture sociale, autrement dit d'attribuer les logements en priorité aux ménages en ayant le plus besoin, appartenant à des milieux moins favorisés. Rappelons qu'il s'agit bien en effet d'une opération en locatif social, créée par des ménages partageant des valeurs de partage et d'ouverture d'une part, dépourvus à l'époque des moyens d'accéder à la propriété d'autre part. Simultanément et concernant le collectif, le bon fonctionnement de l'opération ne semble garanti qu'à la condition que tous y participent, en acceptent les règles, ce qui suppose l'adhésion au moins partielle à certaines valeurs. Faute de participation élargie et en vertu des modalités classiques de fonctionnement des collectifs, le travail permettant l'existence du groupe repose sur les épaules d'une minorité, "*toujours les mêmes*". À ce titre, le cercle restreint des connaissances - professionnelles, amicales, militantes - constitue un intéressant vivier de familles candidates puisque l'on sait qu'elles joueront le jeu. Enfin l'épanouissement individuel et familial semble en partie garanti par la reproduction d'un entre soi, quand ce dernier facilite, comme nous l'avons vu, les relations sociales, l'éducation, etc. Il s'opère finalement un compromis au coup par coup entre les logiques privées (choisir ceux qui nous plaisent et nous ressemblent), l'engagement dans le collectif (choisir ceux qui semblent efficaces et responsables) et la justice sociale (choisir ceux qui en ont le plus besoin).

Parallèlement à ce débat sur le recrutement des locataires, s'en est tenu un autre depuis des années, qui concerne la possibilité ou non d'acheter son logement, débat tranché récemment en faveur de l'accession. Sept familles se sont déjà lancées. Or, c'est en premier lieu la nature sociale de l'expérience et son objectif de démonstration politique qui sont alors remis en cause. Certes sans doute ce statut correspond-il au statut social du groupe, l'accession à la propriété s'étant développée en France au sein des couches moyennes depuis les années 1980. Mais l'objectif de reproduction, qui renvoie à un débat latent au sein de l'association, se retrouve indirectement mis en cause. La promotion de l'expérience est restée longtemps un objectif inscrit dans les statuts de l'association, revenant de façon récurrente comme point à l'ordre du jour des assemblées générales, sans y être pour autant vraiment abordée. Cet objectif ne semble plus aujourd'hui faire l'unanimité, en particulier chez les nouveaux arrivants, mais également chez des "pionniers" qui reconnaissent l'essoufflement de leur capacité d'investissement militant ou tout simplement dans le collectif.

2.2. La transformation des engagements : dépolitisation et intériorisation de la critique

Les engagements se sont en effet transformés, et si du point de vue socio-professionnel le groupe existe toujours et s'est renouvelé, il n'est plus porté par l'aspiration transformatrice assez largement partagée qui fut celle des commencements. Assez rapidement chacun a ressenti le besoin de se consacrer au "vivre bien chez soi". Il a pris le dessus sur les velléités de diffusion de l'expérience et, parfois, sur les investissements nécessaires pour dynamiser et faire vivre le collectif. Aujourd'hui, la plupart des membres d'*Habitat Différent* reconnaissent et savourent le plaisir d'y vivre, plaisir indissociable des dimensions collectives de l'opération qui permettent aux relations sociales de s'instaurer plus facilement qu'ailleurs. Mais une majorité d'entre eux nie les dimensions politiques de leur forme d'habitat.

Sur ce point, les habitants pionniers se distinguent généralement des nouveaux arrivants en insistant sur la portée transformatrice de leur mode de vie et de leur gestion collective. C'est la raison pour laquelle, lors de la discussion organisée avec les habitants suite à leur lecture de notre travail, certains émettent des réserves sur notre constat d'une relative dépolitisation de l'expérience. L'un d'entre eux notamment affirme la présence toujours très vivace des aspirations initiales, et interprète par exemple la façon dont les habitants ont récemment pris en charge la construction d'un escalier comme tout à fait "politique" : loin de s'en remettre au bailleur, ils ont eux-mêmes réalisé les plans puis le travail, dans une perspective autogestionnaire. Les autres habitants, sans s'opposer à cette interprétation, n'avaient d'eux-mêmes pas du tout envisagé l'édification de l'escalier sous cet angle.

Malgré ces réticences, il est difficile de souscrire à cette conception de la pérennité des dimensions politique et militante du projet. Par là, il ne s'agit pas d'occulter la signification qu'il revêt encore aujourd'hui pour quelques habitants. Mais d'une part, ce sens n'est pas le plus partagé : ceux qui le revendiquent sont toujours des fondateurs et, parmi les fondateurs, tous ne l'affirment pas, certains ayant observé l'érosion de cette dimension. Par ailleurs, aucun "nouvel" habitant n'envisage son investissement comme politique. Il semble que les fondateurs considèreraient l'hypothèse de la dépolitisation de l'expérience comme une dégradation, quand les nouveaux n'ont aucun mal à reconnaître qu'ils n'investissent absolument pas l'opération dans ce sens. Pour certains, il s'agit encore de faire la preuve d'un autre modèle de vie sociale possible à travers *Habitat Différent*. Pour d'autres, arrivés plus récemment, il s'agit moins de "faire la preuve" que de profiter de conditions de vie qu'ils considèrent comme particulièrement propices à l'épanouissement de leur famille. Un autre reconnaît lui-même ne pas se sentir "*l'énergie militante*" pour porter cette preuve et la diffuser, et dit admirer les fondateurs pour l'investissement qu'ils ont dû déployer afin de mener ce projet à son terme.

Ce mouvement interne de dépolitisation s'accompagne d'une recomposition des modes d'engagement extérieurs, qui n'ont pas disparu mais se sont tout à la fois institutionnalisés et diversifiés. Un nombre étonnant d'habitants ont mené des carrières politiques menées puisqu'on en compte aujourd'hui trois parmi les élus de la mairie d'Angers, dont l'un qui y vit toujours. Les plus militants ont ainsi été intégrés dans la sphère politique institutionnelle, principalement par le Parti socialiste et les Verts. Les enjeux politiques locaux ont d'ailleurs de façon récente traversé et participé à diviser *Habitat Différent*, qui n'échappe pas au jeu de rapports de pouvoir tout à fait ordinaires. Si les études faites sur les territoires périurbains tendent à montrer l'affaiblissement des engagements politiques locaux¹⁵, cela ne semble pas

¹⁵ Jaillet MC, Brevard L., Rougé L. (2003), "Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes", *Pouvoirs locaux*, n°56, p. 25-29.

être le cas ici. Il arrive même que l'engagement politique extérieur conduise, faute de temps et d'énergie disponible, à se désengager partiellement d' *Habitat Différent*. On peut se demander, au regard de cette existence de l'opération comme vivier municipal, s'il n'existerait pas un "effet *Habitat Différent*" dans la formation citoyenne. Cette hypothèse serait cependant à vérifier auprès des nouvelles générations et des nouveaux habitants qui ne sont pas investis dans la sphère politique, aucun d'eux n'étant par exemple affilié à un parti. Sur ce point, sans doute assiste-t-on à un clivage générationnel plus largement caractéristique des évolutions du rapport à *la* et *au* politique. Il s'agit alors moins d'opposer anciens et nouveaux acteurs du politique que de souligner les évolutions des formes d'engagement et des formes de mobilisation citoyenne. Ces dernières ont ainsi tendance à se développer à l'écart de la sphère instituée du politique¹⁶, et sur ce point, les membres d' *Habitat Différent* suivent la tendance générale : on y trouve une importante proportion d'engagés dans le milieu associatif mais, à l'heure actuelle, peu d'encartés. Même si la campagne présidentielle de 2007 a été l'occasion pour certains d'une mobilisation, notamment en faveur de Ségolène Royal dans le cadre des comités locaux "Désirs d'avenir", les habitants ne sont pas, ou plus, des militants politiques. Les carrières individuelles attesteraient d'ailleurs même d'une baisse de la militance, y compris syndicale et associative. Ce fléchissement du militantisme s'assortit d'une diversification de la palette politique, dans la mesure où il semblerait qu'aujourd'hui toutes les couleurs politiques, mis à part l'extrême droite, soit représentées au sein d' *Habitat Différent*. Ces évolutions – dépolitisation, baisse du militantisme, diversification des sympathies voire des votes – qui ne sont d'ailleurs pas propres à *Habitat Différent*, éloignent sensiblement l'opération du profil de la "classe d'alternative", largement identifiée à la "nouvelle gauche". Si cette dernière a pu être caractérisée comme une mouvance simultanément culturelle et politique, ancrée à gauche, porteuse de mobilisations et de discours visant à promouvoir un "modèle sociétal alternatif", il apparaît qu'une dimension essentielle la sépare aujourd'hui d' *Habitat Différent* : l'activisme militant. L'alternative dont elle est spécifiquement porteuse, l'autogestion démocratique de son cadre de vie, n'est pas brandie en étendard par les membres actuels. Sans vouloir surestimer la portée missionnaire des fondateurs de l'opération, le projet est malgré tout né dans le contexte sociétal d'une critique artiste et sociale des modes de consommation et de production, qui n'existe pas aujourd'hui dans les discours de ceux qui y vivent, pas plus qu'elle n'est vivace au sein du débat social.

Conclusion

Finalement, on peut malgré tout se demander si l'évolution ne porte pas davantage sur les discours que sur les pratiques elles-mêmes : que l'escalier soit considéré ou non comme un acte politique, il a effectivement été construit au moyen d'une démarche autogestionnaire peu commune dans l'habitat locatif. Des membres fondateurs semblent trouver une forme de grandeur dans la définition de cet acte comme politique, les habitants plus nouveaux n'y voient là nulle politique mais encouragent cette forme d'action et s'en satisfont. La mutation essentielle réside dans le changement de registre d'argumentation : le projet initial a en partie été porté au nom du politique, l'opération actuelle est largement basée sur le collectif. Il n'y a pas nécessairement lieu de voir là une dégradation du sens d' *Habitat Différent*, sans doute peut-on plutôt émettre l'hypothèse d'une intériorisation de la critique, et dans le cas présent de la critique artiste, qui permet aux nouveaux habitants de manifester la volonté de prendre eux-mêmes en charge certaines tâches de leur vie collective. Cette perspective permet de

¹⁶ Ion J. , Franguiadakis S. , Viot P. (2005), *Militer aujourd'hui*, Editions Autrement, Cevipof, Paris.

relativiser le discours alarmistes sur la perte du politique : ce dernier se routinise et imprègne les pratiques, sa mutation ne signifie pas nécessairement sa disparition. Il n'en reste pas moins que l'horizon n'est plus celui d'une transformation sociale des pratiques. S'agit-il alors d'autre chose que d'organiser, certes collectivement, un agréable entre soi ?

- BIBLIOGRAPHIE -

- Bacqué MH, Vermeersch S., (2007), *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Editions de l'Atelier, Paris.
- Bidou C., (1984), *Les aventuriers du quotidien*, Paris, PUF.
- Boltanski L. ; Thévenot L., (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- Chalvon S. (1984), "*Le triangle du XIVème. De nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*", Paris, MSH.
- Dagnaud M., (1981), "La classe d'alternative. Réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes", In *Sociologie du travail*, n°4, oct.-déc.
- Gorz A., (1980), *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée.
- Hatzfeld H. (1985), *Faire de la politique autrement*, Rennes, PUR.
- Illich I. (1971), *Une société sans école*, Paris, Seuil, 1971.
- Ion J. , Gillio C., (2001), "Point de vue sur une consultation de recherche I- Dynamique du cadre de vie et actions associatives, Actions associatives, solidarités et territoires, Actes du Colloque, Saint-Etienne, 18 et 19 octobre, pp. 39-49.
- Ion J. , Franguiadakis S. , Viot P. (2005), *Militer aujourd'hui*, Editions Autrement, Cevipof, Paris.
- Jaillet MC, Brevard L., Rougé L. (2003), "Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes", *Pouvoirs locaux*, n°56, p. 25-29.
- Mehl D., (1982) "Culture et action associatives", *Sociologie du travail* n°1.
- Schweisguth E. (1983), "Les salariés moyens sont-ils des petits bourgeois ?" in *Revue Française de Sociologie*, XXIV-4, 1983, p.679-704.
- Vermeersch S., (2004), "Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole" in *Revue Française de Sociologie*, 45-4.